

Consultant pour la coordination du Programme Caritas sur la Mobilité Internationale
--

1. Introduction : cadre du Programme Caritas sur la Mobilité Internationale

Le réseau Caritas, lié à l'Eglise Catholique et riche de plus de 160 membres dans le monde, est présent en Europe, en Afrique du Nord et au Sahel.

Caritas Española travail avec une approche de «coopération fraternelle», une forme de coopération qui travaille avec les plus pauvres dans une relation d'égalité, de réciprocité et de coresponsabilité et qui cherche l'autonomisation des Caritas locales du Sud, les structures de ces Caritas et de maintenir une présence active dans les réseaux européens et internationaux.

Plusieurs organisations du réseau Caritas sont actives auprès des personnes en mobilité au sein de l'espace méditerranéen, depuis de nombreuses années. Des projets d'accompagnement des personnes en mobilité et de promotion de leurs droits y sont menés.

Face à la complexité du phénomène migratoire et aux multiples routes empruntées, les Caritas souhaitent renforcer leur coopération pour améliorer l'accompagnement des migrants tout le long du parcours migratoire. Les Caritas du Maroc, de Tunisie, d'Algérie, d'Espagne, de France, d'Allemagne, d'Italie, de Mauritanie, du Niger, du Mali et du Sénégal sont engagées dans cette démarche. Toute cette connaissance que nous accumulons au cours des processus que nous mettons en œuvre (accompagnements à nos partenaires locaux, processus de gestion, groupes thématiques ...) a un grand potentiel dans le développement des personnes et des actions menées par nos organisations, tant au niveau stratégique, comme dans un prisme plus opérationnel.

La phase pilote du Programme Caritas sur la Mobilité Internationale a couvert la période de mars 2016 à septembre 2017. Elle a été essentielle pour lancer le processus de collaboration entre les Caritas qui déjà travaillaient dans l'accueil et l'accompagnement des personnes en mobilité et il a été décidé de poursuivre l'initiative et consolider les premiers acquis dans le cadre d'un Programme à trois ans, de 2018 à 2020. En s'engageant dans ce période, les membres adoptent une vision à moyen terme pour favoriser un travail en profondeur. Dans le respect de l'autonomie et du rythme de chaque Caritas, il s'agira d'accompagner des changements en matière de gouvernance, de cadrage stratégique, de méthodes et de professionnalisation pour assurer un meilleur service auprès des personnes en mobilité et renforcer l'influence collective.

Après une première étape permettant d'identifier et définir des objectifs de ce programme de coopération régionale pour la mobilité et de renforcer les capacités des Caritas engagées auprès des personnes en mobilité, les Caritas se sont mises d'accord sur un plan d'action stratégique 2018-2020.

2. Cadré de l'appel et Objectives de l'appel

Cette consultation fait partie du Programme Caritas sur la Mobilité Internationale spécifié dans la section précédente.

Le/la consultant/e sera le/la responsable de la coordination du programme de coopération **sous la responsabilité administrative** de Caritas Espagne en tant que contractant.

Le/la consultant/e est responsable de coordonner la mise en place du Plan Stratégique 2018-2020. Il/elle assure de façon continue l'animation du programme de coopération et les groupes thématiques décidés et validés par les membres du CSO. Il n'a pas vocation à définir ou à piloter les actions des membres du collectif, ni à se faire leur porte-parole.

Le/la consultant/e assure à la fois une fonction d'animateur de programme de coopération et le développement du Programme de coopération – et une fonction de gestionnaire de projet – il/elle est chargé de la déclinaison opérationnelle des objectifs et activités.

A partir du plan d'action 2018 et de la stratégie à 3 ans du programme, il/elle aura comme missions principales :

- a. Coordonner le réseau : Organiser et Animer les rencontres de la gouvernance ; coordonner les ressources nécessaires à la valorisation et à la capitalisation des savoirs faire ; piloter les rencontres multi-acteurs/multi-pays ; animer une plateforme d'échange de savoirs et de compétences :
- b. Accompagner les Caritas pour la consolidation des stratégies pour répondre aux enjeux de la mobilité internationale ; mobiliser les expertises en planification stratégique des Caritas partenaires; consolider les échanges grâce à la facilitation des espaces de concertation où faire émerger les volontés politiques, les visions stratégiques et les défis opérationnels des acteurs du programme; participer à la recherche de financements.
- c. Assurer le reporting annuel du projet auprès des membres du Programme de coopération et des bailleurs. Coordonner les évaluations finales et intermédiaires. Il/elle participera aux rencontres internationales en lien avec la thématique, après validation du CSO.

3. Responsabilités, organisation et produits

Plus précisément, les responsabilités et les tâches du/de la consultant/e seront les suivantes :

- Animation du **CSO qui se tiendra lieu en Tunisie du 5 au 8 novembre.**
- Gestion et préparation des CSO trimestriels et d'e-meeting avec les référents mobilité.
- Installation et organisation de deux ateliers multi pays (thématiques à définir).
- Animation de la plateforme virtuelle d'échange de savoirs.
- Pilotage pédagogique et participation à la Production de films : étape validation avant montage sur le cycle : accueil/ écoute / diagnostic / accompagnement et médiation.
- Facilitateur de la réflexion stratégique des Caritas nationales et du programme mobilité en général (travail en commun avec un bénévole).
- Participation en processus et ateliers des Caritas du réseau sur la mobilité humaine.
- Organisation et préparation des toutes les activités du réseau mobilité humaine.
- Accompagner et dispenser une formation sur la systématisation des expériences et des bonnes pratiques.
- Accompagner les processus de renforcement institutionnel.

Au niveau organisationnel, Il/elle est en **lien fonctionnel** avec la Responsable du Pôle MONA de Caritas Espagne pour tout aspect technique lié à la trésorerie, la comptabilité et l'exécution budgétaire du projet (imputation des dépenses aux activités, budget alloué aux activités, suivi de l'exécution budgétaire).

Le/la consultant/e travaille sous l'**encadrement** du Comité de suivi stratégique et opérationnel (CSO est composé par les Directeurs des Caritas ou leurs délégués) et met en place ses orientations. Il a en charge de coordonner la mise en place du Plan d'action stratégique 2018- 2020.

Il/elle travaille en lien avec les référents mobilité de chaque Caritas, les équipes opérationnelles des centres d'accueil migrant, des consultants thématique, des chargés d'appui méthodologique des Caritas et avec un bénévole du Secours Catholique – Paris.

Au-delà des considérations hiérarchiques, l'esprit d'équipe doit prévaloir dans la relation de travail entre le coordinateur et les membres du Programme de coopération. Il/elle exercera ses fonctions dans le respect du cadre de gouvernance du Programme de coopération.

Les produits spécifiques seront intégrés dans le plan de travail établi entre le CSO et le/la consultant/e.

4. Profil du/de la consultant/e

- Bac+5 (sciences humaines et sociales, sciences politiques, droit, coopération, développement, ingénierie de la formation)
- Justifier d'une expérience de travail d'au moins 3 ans dans le secteur associatif en particulier en ce que concerne l'animation et la coordination de réseaux.
- Très bonne maîtrise du français (écrit et oral) et de l'espagnol (écrit et oral) est requise pour ce poste. La maîtrise de l'anglais serait un plus.
- Disponibilité pour réaliser de voyages fréquents aux pays du réseau
- Connaissance du contexte géopolitique, institutionnel et associatif de la zone Europe et Méditerranée et Sahel.
- Connaissance des questions migratoires indispensable (FFU, OIM, HCR...)
- Maîtrise de la gestion de projet est indispensable pour assurer le bon déroulement de la mission.
- La connaissance du réseau Caritas serait un plus.
- Très bonne maîtrise de l'informatique et usage des réseaux sociaux. Pratique de Wordpress serait un plus pour l'animation de la plateforme web.
- Sens du contact, de la négociation et de la diplomatie.

5. Cadre temporaire et lieu de travail.

Le contrat aura une durée de 14 mois à compter après la signature du contrat (durée de travail hebdomadaire : environ 36 h par semaine). Il y aura une certaine flexibilité dans le développement des tâches et la livraison des produits en fonction des besoins identifiés lors du processus de travail. Le lieu de la plus part du travail à réaliser est à Madrid. Nombreux déplacements prévus en Europe, Nord Afrique et pays du Sahel.

Le premier voyage de cette consultation en Tunisie aura lieu la première semaine de novembre de 2017.

6. Budget

Le budget maximum de cette consultation est de 40 000 euros (TVA incluse). La forme de paiement sera effectuée selon la procédure interne de Cáritas Española.

7. Processus de sélection et d'attribution des demandes :

Les critères d'attribution tiendront compte du profil requis dans les TDR, compte tenu de celui qui répond le mieux aux exigences des organisations et des activités requise.

Avant le début de la prestation des services, un contrat sera signé entre Cáritas Española et l'adjudicataire avec la durée du service et ses coûts et conditions, en ajoutant les TDR.

Dans le délai maximum de trente (20) jours calendaires suivant l'ouverture des propositions, leur exclusion ou adjudication sera communiquée aux soumissionnaires.

L'adjudicataire s'engage à exécuter lui-même le contrat, la cession ou sous-traitance de ce dernier à un tiers étant formellement interdite, sauf autorisation expresse de Cáritas Española.

Par ailleurs, l'entrepreneur répondra des conséquences pouvant découler de l'absence de véracité du contenu des toutes les déclarations qui fera au sujet de l'accomplissement des obligations dérivées du présent document et du contrat qui sera conclu.

Les principes essentiels de comportement éthique et professionnel de l'équipe de travail requis sont:

Anonymat et confidentialité. Le/la consultant/e doit respecter le droit des personnes à fournir une information, en assurant leur anonymat et confidentialité.

Intégrité : Le/la consultant/e aura la responsabilité de mettre en évidence les questions spécifiquement mentionnées dans les TdR, si cela est nécessaire pour obtenir un travail de meilleure qualité.

Protection de données : La firme conseil s'oblige à maintenir le plus strict secret professionnel et la confidentialité par rapport aux données de caractère personnel auxquelles il peut y avoir accès en raison de la consultant réalisée, et à accomplir avec diligence le devoir de garde et protection qu'impose la Loi Organique de Protection de Données de Caractère Personnel. Ces devoirs seront exigibles à l'entreprise de la consultant durant la période de validité du contrat de prestation de services et même après son extinction pour n'importe quelle cause. De même, l'entreprise de la consultant s'engage expressément à prendre les mesures nécessaires d'ordre technique et organisationnel garantissant la sécurité des données de caractère personnel auxquelles elle aura accès et à éviter leur altération, leur perte, leur traitement et leur accès non autorisé, compte tenu de l'état de la technologie, de la nature des données stockées et des risques auxquels elles sont exposées, qu'ils soient le fait de l'action humaine ou du milieu physique ou naturel, et elle devra s'en tenir à tout moment aux dispositions concernant cet aspect de la Loi Organique 15/1999, du 13 décembre, de Protection des Données de Caractère Personnel.

Validation de l'information : Il incombe au consultant de garantir la véracité de l'information recueillie pour l'élaboration des rapports et, en dernière instance, elle sera responsable de l'information présentée.

Incidences : Si des problèmes surgissent au cours de la réalisation du travail, ils devront être communiqués immédiatement à l'ONGD. S'il n'en n'est pas ainsi, l'existence de ces problèmes ne pourra en aucun cas être utilisée pour justifier que les résultats poursuivis par Caritas Española dans les présents TdR ne sont pas obtenus.

Droits d'auteur et divulgation. Il est spécifié que tout droit d'auteur revient à l'entité contractante de consultance, mais que la divulgation de l'information recueillie obtenues lors de cette consultance prérogative de Caritas Española.

Régime de sanctions. En cas de retard dans la présentation des rapports ou si la qualité de ces derniers est manifestement inférieure à celle convenue avec l'ONGD, on appliquera les pénalités et arbitrages établis par l'entité contractante dans le Cahier des Charges Administratives du contrat à signer avec l'entité qui effectue le conseil.

8. Réception des offres.

Pour participer à cette consultation, un curriculum vitae et une lettre de motivation doivent être envoyés en espagnol et en français avant le **24 octobre 2017**.

Responsable de la réception des offres : Envoyer aux trois adresse électronique :

Noelia de Pablo Torres: ndepablo.ssgg@caritas.es

Iñaki Olazabal: iolazabal.ssgg@caritas.es

Pilar Barrio: pbarrio.ssgg@caritas.es

Contact:

Siège social Caritas espagnole :

C/ Embajadores, 162, 28045 Madrid. Téléphone España : 91 444 10 00

Forme de présentation : en format numérique par courriel électronique.